

Visite surprise du roi Abdallah II en Syrie

Damas et Amman pour une solution de compromis à la présidentielle libanaise

Dans un communiqué commun, le président syrien Bachar el-Assad et le roi Abdallah II de Jordanie, qui a achevé hier une visite surprise de quelques heures à Damas, ont jugé nécessaire que le Liban parvienne à « un compromis » concernant l'élection présidentielle. Les deux dirigeants ont insisté

sur « la nécessité pour le Liban de parvenir à un compromis sur la présidentielle dans le cadre de la Constitution, de manière à préserver la stabilité du Liban et ses intérêts nationaux ». « Ils ont exprimé leur respect de la souveraineté du Liban, ont dénoncé tous les assassinats commis contre le peuple libanais et

rejeté toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures libanaises », ajoute le texte.

Le roi jordanien et le président syrien ont en outre souligné « l'importance du rôle positif que la Syrie pourrait jouer afin d'assurer la stabilité et la sécurité du Liban ».

Par ailleurs, le président sy-

rien a accepté de faire libérer immédiatement des prisonniers jordaniens, dont le nombre n'a pas été précisé, a déclaré à Amman le porte-parole du gouvernement jordanien Nasser Joudeh.

S'agissant de l'Irak, les deux dirigeants ont décidé d'« intensifier les efforts de leurs pays pour soutenir la réconciliation

nationale, contribuer au succès du processus politique et rejeter toute forme de terrorisme » dans ce pays.

Quant au conflit au Proche-Orient, ils ont souligné l'importance d'« une solution juste et globale du conflit fondée sur les résolutions internationales », réitérant leur « plein soutien » à

l'Autorité palestinienne.

Sur le plan bilatéral, le président Assad et le roi Abdallah II ont décidé de « renforcer la coopération » entre leurs deux pays afin d'apporter des solutions, notamment aux questions de la délimitation de la frontière syro-jordanienne et du partage des eaux de la rivière Yarmouk.



Abdallah II et le président syrien ne s'étaient plus rencontrés depuis la visite de Bachar el-Assad à Amman en février 2005.

Les candidats appuyés par l'Alliance du 14 Mars remportent la majorité des sièges au conseil de l'ordre

Ramzi Joreige, élu au premier tour à la tête de l'ordre des avocats de Beyrouth

C'est à une quasi-unanimité des voix que Ramzi Joreige a été élu hier dès le premier tour, bâtonnier de l'ordre des avocats de Beyrouth, son seul rival à ce poste, Mtianos Eid, n'ayant pas été élu membre à l'un des quatre sièges au sein

du conseil de l'ordre. Élu avec 2 849 voix, Ramzi Joreige, indépendant, occupera ce poste pour les deux prochaines années.

« Si la présidentielle était organisée par les avocats, on aurait résolu le problème de-

puis longtemps et épargné au pays ce problème que nous vivons depuis deux mois. » Ces mots, prononcés par une avocate venue exercer son devoir électoral, en disent long sur la démocratie qui caractérise les élections à l'ordre des avocats où le mot de la fin appartient aux urnes.

Quelque 3 700 avocats (seuls 5 700 avocats se sont acquittés de leurs cotisations) s'étaient rendus hier à la salle des pas perdus du Palais de justice pour élire le président de l'ordre, quatre membres du conseil et un membre suppléant. Dix candidats s'étaient présentés, rappelés-le, pour ces postes au sein du conseil de l'ordre : Ramzi Joreige, Mtianos Eid, Sélim Gharios, André Chidiac, Wajih Massaad, Nabil Toubia, Michel Aoun, Samir Zeghrini et Nazih Chéla.

Ont été élus membres : Nabil Toubia, appuyé par l'Alliance du 14 Mars, (1 478 voix), le candidat de Forces libanaises Samir Zeghrini (1 355 voix), Wajih Massaad, indépendant, (1 319 voix). André Chidiac, appuyé par le Courant patrio-

tique libre, a été élu membre suppléant.

La journée avait commencé par une assemblée générale, au cours de laquelle le bâtonnier sortant, Boutros Doumit, a présenté un rapport des réalisations effectuées à l'ordre au cours de son mandat. Par la suite, ont été lus le rapport financier et celui relatif à la caisse de retraite. L'assemblée générale a par la suite approuvé le quitus.

Le premier tour du scrutin a débuté à 10h et s'est poursuivi jusqu'à 13h, le délai des élections ayant été prorogé de 45 minutes à cause du marathon et de l'embouteillage qui pouvait s'en suivre. Et c'est vers 14h30 que les résultats ont été annoncés.

S'adressant à ses collègues, le nouveau bâtonnier, Ramzi Joreige, a affirmé que « les conflits politiques n'auront pas de place au sein de l'ordre ». « L'ordre sera ouvert à tous les avocats quelle que soit leur appartenance politique, a-t-il souligné. Nous continuerons à œuvrer en faveur du pays et à défendre ses justes causes sans discrimination. »



Ramzi Joreige célébrant sa victoire.

Me Joreige a par ailleurs assuré qu'au cours des prochaines années, des efforts seront déployés pour élever le niveau de la profession et du cursus universitaire, comme pour trouver de nouveaux créneaux pour réduire le niveau de chômage qui règne notamment au sein des jeunes avocats.

« Nous serons fermes dans l'application du code de déontologie, a-t-il encore affirmé.

Comme nous insistons à appliquer la loi sur tous sans exceptions. Nous œuvrerons de même à assainir les relations entre les avocats et les magistrats. » Me Joreige a enfin assuré que l'ordre œuvrera aussi pour que « le pouvoir judiciaire soit indépendant », loin des « ingérences et des pressions ».

Claudette SARKIS



Quelque 3 700 avocats se sont rendus hier à la salle des pas perdus du Palais de justice pour élire le nouveau bâtonnier.

CONFÉRENCE - Clôture des Journées du voisinage à l'USJ

La résolution des conflits et les problèmes d'énergie revus dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen

Les questions primordiales de la résolution des conflits et de l'énergie, placées dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen, ont été examinées lors des deux dernières tables rondes des Journées du voisinage, qui ont eu lieu durant trois jours à la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université Saint-Joseph (USJ), rue Huvelin. Elles étaient organisées du 13 au 16 novembre par la Délégation de la Commission européenne, en partenariat avec l'Institut des sciences politiques de l'université. Les interventions ont donné lieu à des débats animés entre les experts et un public formé dans sa majorité d'étudiants, demandant des précisions sur le rôle que pourrait jouer l'Union européenne dans la résolution des conflits de la région, avec toutes les complications dont ils s'accompagnent, et plus précisé-

ment au Liban, dans le cadre de la construction de l'État.

Un grand nombre de ces questions étaient destinées à John O'Rourke, chef d'unité pour la coordination générale de la Politique européenne de voisinage, durant cette table ronde sur la résolution des conflits (les deux sessions étaient modérées par Sibylle Rizk et Elie Bou Assi, et se sont déroulées en présence du chef de la Délégation de la Commission européenne au Liban, Patrick Laurent). Dans son mot, M. O'Rourke avait souligné que l'Europe pouvait se prévaloir d'une grande expérience en matière de résolution de conflits sur son propre territoire, et que cette expérience pouvait être utile pour ses voisins. Dans ses réponses à des questions sur les conflits de la région, il a reconnu que l'UE, bien qu'étant un acteur économique mondial,

restait un acteur politique émergent, et a souligné à plusieurs reprises que les solutions devaient être adaptées localement, même si l'exemple et l'aide venant d'Europe pouvaient être utiles.

Pour sa part, Nabil Maamari, juriste, a insisté sur l'importance de l'État de droit comme base à toutes les réformes. Il a mis l'accent sur le soutien de l'UE au Liban ces dernières années, et affirmé que la société civile devait se faire le vecteur de la politique de voisinage. Quant à Toufic Gaspard, économiste, il est revenu sur les deux objectifs principaux du partenariat euro-méditerranéen, à savoir le libéralisme économique et le libre-échange, qu'il est difficile et long d'instaurer dans des pays émergents selon lui, et la société civile de droits qui, elle, suppose la laïcité. Il faut, selon lui, réfléchir à quel État on veut et com-

ment il s'agit de l'édifier, soulignant qu'il s'agit là du problème des pays arabes en général.

Un trillion de dollars

L'énergie et les ressources ont fait l'objet de la seconde table ronde. Katarina Uherova, s'exprimant au nom de la cellule d'énergie de la Commission européenne, a mis l'accent sur l'importance de la coopération dans ce domaine. Elle a souligné la nécessité de promouvoir les solutions durables et les nouvelles technologies, estimant qu'il fallait investir un budget d'environ un trillion de dollars d'ici à 2030 pour moderniser les infrastructures dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Elle a repris l'exemple des pays des Balkans qui, transcendant leurs conflits, ont engagé des pourparlers pour assurer ensemble la reconstruction de leurs pays, s'attaquant

aussi aux problèmes d'énergie, et signant un traité en 2005 avec l'UE. Mais, selon elle, ce qui a facilité leur tâche, c'est que leur situation énergétique était similaire (pauvreté énergétique, mêmes conditions climatiques, mêmes enjeux...), ce qui n'est pas le cas des pays méditerranéens, et qui pourrait entraver de telles négociations dans la région. Elle a cependant insisté sur le potentiel énorme d'énergies renouvelables des pays méditerranéens.

Le bilan de l'énergie solaire dans la région a été effectué par Saïd Chehab, professeur à l'USJ. Il a insisté sur la croissance démographique dans les pays du Sud, qui s'accompagne naturellement d'une augmentation de la demande d'énergie, sachant que les ressources énergétiques ne sont pas équitablement réparties sur les pays, et qu'elles sont souvent surexploitées. Bien que,

selon lui, les signes de développement de l'énergie solaire ne soient toujours pas encourageants (la principale énergie renouvelable dans la région étant l'énergie hydraulique), il faudrait réfléchir à une stratégie allant dans ce sens, vu le déficit en pétrole qui nous attend d'ici à 2050.

Enfin, le sujet de l'eau a été traité par Wajdi Najem, doyen de la faculté des sciences de l'USJ, qui a énuméré les difficultés de la coopération, surtout quand les cours d'eau sont internationaux et peuvent se transformer en conflits, mais aussi en raison des disparités dans la quantité d'eau disponible dans chaque pays. En ce qui concerne le Liban, il a relevé les problèmes de stockage pour l'été et la surveillance de la qualité, mettant l'accent sur la nécessité de développer la coopération et l'échange d'expertises entre pays de la région.

ESPACE CULTUREL

Vingt-neuvième édition de l'exposition du livre arménien

Sous l'égide du catholicos Aram Ier, la 29^e édition de l'exposition du livre ar-

ménien a été inaugurée hier au catholicos arménien de Cilicie. L'exposition, dont



La 29^e édition de l'exposition du livre arménien réunit plusieurs maisons d'édition arméniennes, ainsi que des auteurs indépendants.

l'organisation coïncide chaque année avec la fête des pères arméniens traducteurs, a été précédée d'une messe célébrée par le catholicos.

Dans une homélie, Aram Ier a insisté sur le rôle du livre dans l'éducation des sociétés et sur la nécessité de sa préservation. « Le livre doit intégrer la vie des hommes », a-t-il souligné, « notamment à l'ère de la laïcité et de la technologie ». Le catholicos a, par la suite, évoqué les livres exposés, notant qu'il s'agit « d'un outil principal dans l'enrichissement du patrimoine arménien ». Il a enfin rendu un vibrant hommage aux maisons d'édition, aux penseurs, aux écrivains et à tous ceux qui « encouragent le verbe et contribuent à répandre le patrimoine, ainsi que les valeurs humaines et nationales ».

L'exposition réunit plu-



Le catholicos Aram Ier a insisté sur la nécessité d'intégrer le livre dans la vie quotidienne de l'homme.

sieurs maisons d'édition arméniennes, ainsi que des auteurs indépendants qui présentent leurs œuvres en

arabe, arménien, français et anglais. Elle se poursuivra jusqu'au 9 décembre, de 10h à 19h.

Université Saint-Joseph

L'Institut Confucius et l'Institut des sciences politiques

inaugurent le séminaire sur « La politique extérieure de la Chine » par une conférence de M. l'Ambassadeur de la République populaire de Chine au Liban **SEM Liu ZHIMING**, sur le thème « La Chine : hier, aujourd'hui et demain »

le lundi 19 novembre 2007 à 18h00

au Campus des sciences sociales, rue Huvelin, Amphithéâtre Gulbenkian

Le séminaire qui doit suivre est ouvert aux auditeurs libres et il aura lieu dans les locaux de l'Institut des sciences politiques (bâtiment A, 5^e étage) du Mardi 20 novembre au Vendredi 30 novembre de 17h à 19h et sera assuré par le Pr Zheng Hongxing

Inscriptions et renseignements : Tel: 961-1-421590 ext. 5900

www.usj.edu.lb